

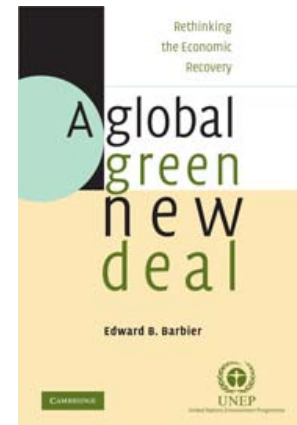


Barbier, Edward B.

A global green new deal – Rethinking the Economic Recovery

Cambridge University Press,

2010.



Ces dernières années ont vu se multiplier les situations d'urgence : crises financière, alimentaire et pétrolière, accélération des changements climatiques et raréfaction des ressources en eau. Que peuvent faire les États face à la multiplication des problèmes qui découlent du modèle économique mondial? Inspiré du concept de *New Deal* lancé par Roosevelt dans les années 1930, Edward B. Barbier propose un plan d'action pragmatique visant à modifier la trajectoire de l'économie mondiale : *A global green new deal*.

La première partie présente un plaidoyer en faveur de l'adoption d'une nouvelle stratégie qui prône le « verdissement » de l'économie. Selon l'auteur, dans la mesure où les actions qu'il propose seraient rapidement mises en œuvre, elles contribueraient à atteindre trois principaux objectifs : 1) redynamiser de manière durable l'économie et créer de nouvelles possibilités d'emplois; 2) réduire la dépendance mondiale aux énergies fossiles, les dommages environnementaux et les pénuries d'eau; 3) contribuer à l'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement et œuvrer à l'élimination de la pauvreté.

La deuxième partie identifie des secteurs d'intervention prioritaires, selon le type de pays. D'une part, les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et les pays émergents devraient d'abord réduire leur dépendance aux énergies fossiles. Pour ce faire, ils auraient avantage à favoriser l'établissement d'une fiscalité du carbone (taxes, permis échangeables, etc.), à renforcer les réseaux de transport collectif et à développer la recherche sur les énergies renouvelables. D'autre part, bien que la réduction de la dépendance au pétrole soit aussi recommandée pour les pays en développement, ces derniers devraient plutôt prioriser la mise en œuvre de mesures (fiscales, économiques et politiques) visant à contrer la raréfaction des ressources, notamment des ressources en eau douce. Pour tous les pays, un investissement minimal équivalent à 1% de leur produit intérieur brut (PIB) devrait être consacré aux priorités identifiées.

La troisième partie met en évidence l'importance de la coopération internationale dans la transition vers une économie globale durable. La gouvernance mondiale devrait être consolidée, notamment à travers l'élaboration de nouveaux mécanismes financiers qui favoriseraient l'accès au crédit pour les pays pauvres et le renforcement des incitatifs commerciaux, entre autres, par la conclusion des négociations du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon l'auteur, l'engagement formel du Groupe des 20 (G20) suffirait à donner l'impulsion requise à l'adoption de ce *global green new deal* par une masse critique de pays.

La quatrième partie présente un sommaire des recommandations. Elle contient également une section sur la complémentarité des investissements publics et privés. Alors que les sociétés privées investissent naturellement lorsque la rentabilité à court et moyen terme est élevée, le secteur public a la responsabilité de stimuler l'investissement dans les secteurs plus risqués.

Cet ouvrage est tiré d'un rapport préparé pour le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), en 2009. Malgré le caractère quelque peu répétitif de sa structure argumentative, cet ouvrage demeure l'un des textes fondateurs de l'économie verte, un courant dorénavant dominant des relations internationales de l'environnement.

Très bien documenté et synthétique, il permet une compréhension éclairée des interdépendances qui unissent le développement économique et les enjeux environnementaux mondiaux de l'heure.

Lucie Verreault

Avril 2011

